



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°21 2024

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Le fonds fiduciaire afghan basé en Suisse a produit 300 M USD d'intérêts depuis sa création ;
- ❖ **Bangladesh** : La visite de la Première ministre Sheikh Hasina à Pékin en juillet pourrait permettre de sécuriser des financements chinois pour des projets d'infrastructures ;
- ❖ **Bhoutan** : Vers un PIB de 5,0 Mds USD grâce au 13^{ème} Plan quinquennal ;
- ❖ **Inde** : Nette réduction du déficit courant, revenu de 2,0 % du PIB en 2022/2023 à 0,7 % du PIB en 2023/2024 ;
- ❖ **Népal** : Les défis de la transition d'une économie agricole vers une économie de services ;
- ❖ **Pakistan** : Rapatriement des dividendes et bénéfices des IDE en hausse en mai ;
- ❖ **Sri Lanka** : Approbation du décaissement de la troisième tranche du programme FMI.

À RETENIR

0,7% du PIB

Solde du déficit de la balance des paiements
courants indienne pour l'exercice FY24
contre 2% du PIB en FY23

Afghanistan

Le fonds fiduciaire afghan basé en Suisse a produit 300 M USD d'intérêt depuis sa création

Shah Mohammad Mehrabi, ancien banquier de la Banque centrale afghane, Da Afghanistan Bank, et actuellement administrateur et coprésident du Fonds fiduciaire afghan basé en Suisse, a de nouveau indiqué que l'objectif principal de la création de ce fonds était de préserver la stabilité financière de l'Afghanistan. Pour rappel, le Fonds fiduciaire afghan s'est vu confier lors de sa création en septembre 2022 un mandat de gestion sur la moitié, soit 3,5 Mds USD des avoirs de réserve de la Banque centrale afghane gelés par la Réserve fédérale américaine au lendemain de la prise de pouvoir des Talibans.

Les experts économiques afghans estiment que les revenus d'intérêts, chiffrés à hauteur de 300 M USD désormais, provenant de ces actifs devraient être consacrés à des projets de développement afin de stimuler la croissance économique du pays. Ils soulignent que ces fonds devraient être restitués au peuple afghan afin d'être investis dans des secteurs essentiels au développement du pays tels que les infrastructures, l'agriculture, l'énergie et les ressources en eau.

Par ailleurs, le ministère de l'Économie par intérim a de nouveau appelé les États-Unis à libérer le reliquat des réserves de change de la Banque centrale afghane, actuellement confisqué, mentionnant la violation des lois internationales.

Bangladesh

La visite de la Première ministre Sheikh Hasina à Pékin en juillet pourrait permettre de sécuriser des financements chinois pour des projets d'infrastructures

Lors de sa prochaine visite à Pékin, du 8 au 11 juillet, la Première ministre Sheikh Hasina aurait prévu de s'enquérir des possibilités de financements chinois pour la construction de la ligne de métro *Mass Rapid Transit* (MRT) *Line-2*, longue de 35 km, reliant Gabtoli à Narayanganj. Le projet est estimé à 5,2 Mds USD, ce qui ferait de la Chine le troisième partenaire international du Bangladesh pour le développement de son réseau ferroviaire métropolitain, après le Japon et la Corée du Sud.

En plus de la ligne MRT-2, des discussions pourraient aussi porter sur le financement chinois d'un projet de construction d'une route à quatre voies reliant Faridpur, Barishal et Kuakata, évalué à environ 3 Mds USD. Bien que la BAsD ait été sollicitée pour ce financement, elle a exprimé des réserves quant à l'impact environnemental de ces projets.

Pour mémoire, en 2016, un protocole d'accord intitulé « Renforcement et coopération en matière de capacité de production » avait été signé lors de la visite de Xi Jinping au Bangladesh. Ce protocole prévoyait la mise en œuvre de 27 projets d'une valeur totale de 24,5 Mds USD. Selon l'*Economic Relations Department* (ERD), la visite de Sheikh Hasina pourrait également accélérer la signature d'accords pour les projets inclus dans ce protocole de 2016 et qui n'ont pas encore été engagés.

Le Bangladesh et l'Inde lancent les négociations autour d'un *Comprehensive Economic Partnership Agreement* (CEPA)

Le 22 juin, la visite de la Première ministre Sheikh Hasina en Inde a été l'occasion pour M. Modi d'annoncer le lancement des négociations autour du CEPA (*Comprehensive Economic Partnership Agreement*). Cet accord vise à (i) renforcer les interactions économiques entre les deux pays, (ii) simplifier les procédures dans les échanges commerciaux et (iii) promouvoir les investissements entre les deux pays. Le CEPA devrait contribuer à générer des bénéfices économiques significatifs pour les deux pays, favorisant une intégration et une coopération économiques plus étroites. Les deux partis ont également convenu de travailler sur une meilleure coopération environnementale, maritime et sécuritaire (notamment dans le cadre de l'*Indo-Pacific Oceans Initiative*).

Pour mémoire, le Bangladesh bénéficie actuellement de préférences douanières en Inde en vertu de l'accord de libre-échange de l'Asie du Sud (SAFTA). Ces préférences permettent aux produits en provenance du Bangladesh, en tant que pays dans la catégorie des PMA (Pays les Moins Avancés), de bénéficier d'un accès libre au marché indien sans droits de douane ni quotas, sauf 26 produits liés au tabac et à l'alcool. Cependant, le Bangladesh perdra cet accès préférentiel au marché indien après 2026, lorsqu'il sortira de la liste des PMA. Il est donc crucial pour le Bangladesh de chercher à maintenir ces avantages commerciaux dans les discussions autour d'un CEPA avec l'Inde.

Le Bangladesh rembourse un montant record de 3 Mds USD au cours de onze derniers mois dans un contexte de hausse des coûts de financement

Le Bangladesh a remboursé un total de 3 Mds USD à ses partenaires de développement au cours des onze premiers mois de l'année fiscale 2023-2024 selon le *Economic Relations Department* (ERD). Ce montant marque un record pour le pays, principalement en raison du début des remboursements du principal de plusieurs mégaprojets tels que le *Single Point Mooring with the Double Line*, ou encore le *Modernization of Telecommunication Network for Digital Connectivity*.

Un second facteur est la hausse des coûts de financement en dollars. Depuis la guerre en Ukraine, le SOFR (taux de référence du marché monétaire) a dépassé les 5% alors qu'il s'approchait des 1% avant le conflit. Les coûts de financement mondiaux augmentent donc progressivement et se traduisent par des paiements d'intérêts plus élevés. Ces derniers ont ainsi enregistré une augmentation de 42% au cours des onze derniers mois au Bangladesh. La charge d'intérêts payée par le gouvernement s'est ainsi élevée à 1,25 Md USD cette année, contre 882,86 M USD lors de l'exercice fiscal précédent. Au cours des trois prochaines années, il est estimé que les paiements d'intérêts sur les emprunts étrangers devraient encore augmenter de 65%, ce qui accentuerait la pression sur les réserves de change qui s'amenuisent.

De plus, la dépréciation du Taka de 35% par rapport au dollar au cours des deux dernières années accroît considérablement la charge de remboursement. Cette situation pose un défi croissant pour le budget et la soutenabilité de la dette extérieure à long terme.

Enfin, le gouvernement a emprunté environ 26 Mds BDT au cours de l'exercice fiscal en cours pour rembourser le principal des prêts étrangers et extérieurs, et a également emprunté 6 Mds BDT l'année précédente. Cela indique que le gouvernement ne parvient pas à couvrir le remboursement de ses prêts par la seule génération de revenus. Par ailleurs, la sortie du Bangladesh de la catégorie des PMA réduira progressivement les possibilités d'obtenir des prêts concessionnels.

Le FMI approuve la troisième tranche du prêt de 4,7 Mds USD

Le 23 juin, le Conseil d'administration du FMI a approuvé la troisième tranche du prêt de 4,7 Mds USD, bien que le Bangladesh n'ait pas atteint tous ses objectifs de réformes. Pour débloquer cette tranche, le FMI a revu à la baisse l'objectif pour le Bangladesh de maintenir ses réserves nettes de change à 14,7 Mds USD d'ici le 30 juin 2024, contre un objectif précédent de 20,1 Mds USD. Cependant, le FMI a salué les efforts de la Banque du Bangladesh pour avoir mis en place un régime de taux de change flexible, avec un régime de *crawling peg*.

Pour soutenir le Bangladesh dans ses réformes et pour faire face à sa crise de liquidités, le FMI a décidé verser 1,15 Md USD pour la troisième, soit 70% de plus que l'allocation initialement prévue de 681 M USD. Pour les mêmes raisons, le Bangladesh a sollicité du FMI que le montant de la quatrième tranche soit également supérieur aux montants convenus.

Bhoutan

Vers un PIB de 5 Mds USD grâce au 13^{ème} Plan quinquennal

Pour atteindre une économie de 5 Mds USD et un produit intérieur brut (PIB) par habitant supérieur à 6174 USD d'ici 2029, le gouvernement a prévu une contribution au PIB de 2,7 Mds USD dans sept secteurs identifiés dans le cadre du 13^{ème} Plan. Selon ce dernier, la contribution du secteur agricole devrait passer de 436 M USD en 2023 à 701 M USD en 2029.

De même, la contribution du secteur des mines devrait augmenter de 56 M USD à 119 M USD sur la même période. La contribution du secteur manufacturier devrait passer de 294 M USD à 521 M USD, tandis que celle du secteur de l'électricité et de l'énergie devrait être portée de 364 M USD à 669 M USD. Le secteur de l'eau et des industries liées à l'eau devrait contribuer à hauteur de 1,2 Md USD d'ici 2029, contre 645 M USD actuellement. La part afférente au secteur de la construction devrait atteindre 515 M USD, contre 229 M USD.

Le 13^{ème} Plan vise à transformer le Bhoutan en pays à revenu élevé, fondé sur les concepts d'innovation et de durabilité. Ce plan indique que cet objectif sera atteint grâce à une amélioration de la productivité du Bhoutan, à la diversification de son industrie, et à une croissance économique durable d'ici 2029.

Le développement économique s'appuiera sur trois programmes nationaux : le programme de transformation économique, le programme de compétences pour le XXI^{ème} siècle et le programme de diversité et de résilience écologiques.

Indicateurs macroéconomiques

Les créations d'emplois formels à leur plus haut

Les créations d'emplois formels en Inde ont atteint un sommet en avril depuis la première publication de la série en 2018. D'après les données provisoires du ministère du Travail et de l'Emploi, 1,89 M d'emplois ont été créés dans le cadre du régime de l'*Employees' Provident Fund Organisation* (EPFO), l'un des deux organismes de sécurité sociale en Inde. Ce chiffre, qui s'inscrit en augmentation de 31,3% par rapport au mois précédent, intègre également une composante saisonnière, la variation n'étant que de 10,0% par rapport au mois d'avril 2023.

Sur les 1,89 M de nouvelles inscriptions nettes en avril, environ 0,88 M étaient de nouveaux membres, dont 55,5% dans la tranche d'âge de 18-25 ans, indiquant que la majorité des nouveaux employés sont des jeunes débutants sur le marché du travail. L'analyse par genre montre que sur les 0,88 M de nouveaux membres, environ 0,25 M étaient des femmes. De plus, l'ajout net de femmes s'élevait à environ 0,39 M, soit une augmentation de 35,1% par rapport à mars 2024. Ces chiffres reflètent une tendance vers une main-d'œuvre plus inclusive et diversifiée, bien qu'encore insuffisante pour couvrir la demande de ces catégories peu représentées sur le marché de l'emploi.

Dans la même dynamique, l'indicateur avancé *HSBC Flash India Composite Output* annonce pour le mois de juin un rythme de créations d'emploi à son plus haut depuis 18 ans. La forte demande, notamment lors de la fin de premier trimestre 2024-25, a incité les entreprises à recruter davantage. Les créations d'emplois auraient ainsi augmenté à leur rythme le plus élevé depuis avril 2006, celles dans le secteur manufacturier ayant été supérieures à celles du secteur des services.

Nette réduction du déficit courant, revenu de 2,0 % du PIB en 2022/2023 à 0,7 % du PIB en 2023/2024

Le déficit de la balance des paiements courants enregistré sur la période allant d'avril 2023 à mars 2024 a nettement reculé à 23,3 Mds USD (0,7% du PIB), contre 67 Mds USD (2,0 % du PIB) sur l'exercice précédent. Cette évolution est imputable à la formation d'un excédent courant au dernier trimestre 2023/2024, pour la première fois depuis onze trimestres, qui a atteint 5,7 Mds USD, soit 0,6 % du PIB ; sur l'ensemble de l'exercice, la diminution du déficit courant tient tant à la baisse du solde négatif de la balance commerciale, revenu de 265 Mds USD en 2022/2023 à 242 Mds USD qu'à l'amélioration de l'excédent des services, porté de 143 Mds USD à 163 Mds USD.

L'évolution du compte financier confirme le renforcement de l'attractivité financière de l'Inde. L'excédent du compte passe ainsi de 59 Mds USD en 2022/2023 à 86 Mds USD en 2023/2024. Ce ne sont pas les IDE, dont le solde net revient de 28 Mds USD à 9,8 Mds USD, qui expliquent cette variation, mais les investissements de portefeuille, dont le solde passe de sorties nettes de 5,2 Mds USD en 2022/2023 à des entrées nettes de 44 Mds USD.

La balance globale (qui somme tous les postes de la balance des paiements, hors avoirs de réserve) est ainsi excédentaire à hauteur de 63,7 Mds USD, alors qu'elle était faiblement déficitaire de 9,1 Mds USD en 2022/2023. Ces évolutions ont permis à la

RBI d'accumuler des réserves de change au cours de l'exercice, alors qu'elle avait vu celles-ci diminuer lors de l'exercice précédent.

Révision de la GST dans le secteur de l'aéronautique

La semaine dernière, le 53^{ème} Conseil de la GST (Good and Services Tax) , présidé par Mme Sitharaman, ministre des Finances de l'Union indienne, a recommandé une taxe uniforme de 5 % sur les importations de pièces, composants, équipements de test, outils et kits d'outils pour avions, quel que soit leur code HSN (Système harmonisé de nomenclature), utilisé pour classer les produits à des fins fiscales.

Bien que le gouvernement ait réduit la GST sur les importations de l'industrie de la maintenance et de la réparation (MRO) à 5 % contre 18 % en 2020, il existait des confusions sur les matières premières ayant un code HSN commun avec d'autres matériaux, entraînant souvent des taxes plus élevées. Des matières premières comme les peintures pour avions, l'acier spécial, les alliages à base de nickel et l'aluminium de qualité aérospatiale étaient taxés comme des pièces non aéronautiques.

Estimation des impacts de l'inclusion des titres d'Etat indiens dans l'indice GBI-EM JP Morgan

L'inclusion des obligations indiennes dans l'indice *Government Bond Index-Emerging Market (GBI-EM)* de JP Morgan devrait attirer mensuellement jusqu'à 3 Mds USD de flux étrangers sur le marché de la dette souveraine indienne, en liaison avec la faible exposition des non-résidents au marché indien jusqu'à présent, à l'existence de primes de rendement sur ces titres (le 10 ans indien sert actuellement un rendement de 7%) et d'un potentiel d'appréciation lié notamment à la perspective d'un rehaussement de la notation indienne par les grandes agences de notation internationales. Alors que l'inclusion a débuté cette semaine, les experts estiment que les obligations indiennes représenteront 10% de l'indice sur dix mois, ce qui devrait drainer des flux passifs (répliquant l'indice) estimés dans une fourchette comprise entre 20 et 25 Mds USD.

Malgré la dépréciation tendancielle de la roupie face au dollar, sa stabilité actuelle fait du marché indien l'un des plus prisés par les investisseurs. D'après les experts, la roupie a en effet été moins volatile que la plupart des devises des autres pays émergents.

Maldives

Dégradation de la notation des Maldives

L'agence de notation Fitch a annoncé sa décision de dégrader le rating des obligations souveraines maldiviennes de B- à CCC+. Les Maldives se verront donc imposer une augmentation de la prime de risque (et donc des taux d'intérêt) de leurs titres pour continuer d'attirer des financements. Cette dégradation répond à une hausse inquiétante des besoins de financement de l'archipel. D'une part, le taux d'endettement a atteint 8,0 Mds USD soit 122,9% du PIB fin 2023, ce qui représente une augmentation de 8,4 points de PIB par rapport à 2022. D'autre part, après avoir culminé à 13,2% du PIB fin 2023, le déficit budgétaire devrait encore une fois dépasser les 10% du PIB en 2024. A cet égard, le gouvernement a choisi de relever de 150% le niveau maximal des prêts à trois mois que la Banque centrale (Maldives Monetary Authority) peut accorder au gouvernement, le portant ainsi à 45 M USD. Cette

monétisation du déficit budgétaire va de pair avec l'épuisement alarmant des réserves de change : avec un montant de 492 M USD, elles ne couvrent désormais plus que 1,6 mois d'importations. La décision de Fitch a donc été motivée par un risque accru de défaut de paiement.

Népal

Les défis de la transition d'une économie agricole vers une économie de services

Bien que la majorité des Népalais dépendent encore de l'agriculture, avec 80 % de la main-d'œuvre employée dans ce secteur, l'économie du pays s'oriente de plus en plus vers les services. En effet, l'agriculture représente aujourd'hui moins de 25 % de l'économie népalaise, contre 81 % il y a trente ans. À l'époque, seulement 16 % des Népalais travaillaient dans les services, chiffre passé à 29 % aujourd'hui. Au cours des trois dernières décennies, le secteur agricole a progressé à un rythme annuel de 2,9 %, contre 6,3 % pour le secteur des services. Toutefois, il est également important de noter que ce secteur offre relativement peu d'opportunité d'emplois.

En effet, l'économie du Népal s'est transformée au cours des dernières décennies, donnant plus de poids au secteur des services, qui représente désormais deux tiers de l'économie, avec le développement des secteurs de la finance, des technologies de l'information, de l'hôtellerie et du commerce.

S'agissant du secteur industriel, notamment en raison d'une topographie difficile, le secteur s'est peu développé et fait face à de nombreux défis. Bien que l'industrie ait atteint un pic de 21 %, sa part dans le PIB n'est aujourd'hui que de 12,5 %. Le faible développement industriel est l'une des raisons du sous-emploi dans le pays, poussant près de 700 000 jeunes Népalais à partir à l'étranger en 2023.

Le revenu annuel moyen par habitant est passé de 824 dollars il y a dix ans à 1 434 dollars aujourd'hui. Cependant, cette augmentation n'a pas été équitablement répartie entre les secteurs d'activité, et sept familles sur dix dépendent des envois de fonds pour leur revenu.

Pakistan

Déficit du compte courant en mai à 270 M USD

Le Pakistan a affiché un déficit de son compte courant de 270 M USD en mai, contre un excédent de 155 M USD en mai 2023 et surtout après avoir enregistré un excédent record de 499 M USD en avril de cette année. Cette baisse est principalement due à la hausse du déficit commercial.

En mai 2024, les exportations du Pakistan ont atteint 3,7 Mds USD, en hausse de 13% en glissement mensuel, par ailleurs, les importations ont aussi progressé pour atteindre 5,9 Mds USD, soit une hausse de 12,2% en glissement mensuel, portant le déficit à 2,2 Mds USD.

Au cours de l'exercice budgétaire 2023-2024 (pour mémoire, l'année budgétaire au Pakistan couvre la période du 1^{er} juillet au 30 juin), sur les onze premiers mois, le déficit du compte courant s'est élevé à 464 M USD, en baisse de 88% en glissement annuel.

Rapatriement des dividendes et bénéfices des IDE en hausse en mai

Dans un rapport publié jeudi par la Banque centrale, les rapatriements de bénéfices et dividendes des IDE se sont établis à 918 M USD, soit une hausse de 1522% en glissement mensuel. Cette forte augmentation est liée à la levée des restrictions sur les sorties de devises et les analystes s'attendent à ce que ce niveau de rapatriement record en un mois permette d'apurer tous les paiements qui étaient encore en suspens. Le principal pays bénéficiaire de ces transferts est le Royaume-Uni (258 M USD), suivi des Pays-Bas (109,5 M USD).

Au cours des onze premiers mois de l'exercice budgétaire 2023-24, les transferts de devises dans le cadre de rapatriements de bénéfices et dividendes d'IDE ont également connu une augmentation significative de 476 % en glissement annuel. Les investisseurs étrangers ont rapatrié 1,805 Md USD entre juillet et mai, contre 313 M USD au cours de la même période de l'année dernière, soit une augmentation de 1,5 Md USD.

Hausse des exportations de services informatiques

Les exportations de services informatiques ont atteint 2,28 Mds USD lors de l'exercice budgétaire 2023-24. Le gouvernement conduit par Shehbaz Sharif entend faire du secteur IT l'une des priorités sectorielles de son mandat, la ministre d'Etat en charge du secteur, Shaza Fatima Khawaja, s'étant fixé comme objectif de porter les exportations de services informatiques à 3 Mds USD pour 2024-25, en s'appuyant sur les grandes entreprises du secteur (un accord avec Huawei a été signé lors de la visite en Chine du Premier ministre début juin et la ministre évoque des discussions avec Microsoft, Google pour former 1,5 million de personnes au Pakistan).

Sri Lanka

Signature des accords de restructuration avec les créanciers bilatéraux

Le gouvernement sri lankais et le comité des créanciers officiels (OCC) sont parvenus à la signature d'un accord de restructuration de la dette bilatérale le 26 juin, à l'occasion du Forum de Paris. Attendue depuis plusieurs mois, cette échéance primordiale acte le reprofilage d'un stock de dette de 5,8 Mds USD dont les trois premiers détenteurs sont le Japon (2,52 Mds USD), l'Inde (1,37 Md USD) et la France (435,7 M USD). La restructuration de la dette publique détenue par la Chine, qui ne fait pas partie de l'OCC, a fait l'objet d'un accord distinct avec la China Exim Bank (4,69 Mds USD), signé à Pékin. S'agissant de la dette privée, les négociations doivent encore être finalisées avec le *Steering Committee* des créanciers obligataires (qui détiennent 12,56 Mds USD de dette) ainsi qu'avec la China Development Bank (2,19 Mds USD). A court terme, cette avancée majeure devrait permettre la reprise des financements des pays partenaires et contribuer à la pérennisation du redressement économique du pays. Depuis Paris, le Ministre d'Etat aux Finances, le Secrétaire du Trésor, et le Gouverneur de la Banque centrale ont remercié le Secrétariat du Club de Paris pour son travail de coordination des bailleurs de fonds. Parallèlement, le Président Ranil Wickremesinghe a pris la parole lors d'une allocution télévisée. Il s'y est félicité de la signature de cet accord en le présentant comme le résultat de sa politique

de stabilisation économique, ce qui doit être perçu à l'aune de la période électorale qui approche, prévue pour septembre 2024.

Approbation du décaissement de la troisième tranche du programme FMI

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé la deuxième revue de l'*Extended Fund Facility* (EFF) accordée au Sri Lanka en mars 2023, ainsi que le décaissement de la troisième tranche du programme. Le pays obtient ainsi un accès immédiat à un financement de 254 M DTS (soit 336 M USD) visant à soutenir son redressement économique. Selon le Conseil d'administration du FMI, les réformes portent leurs fruits et permettent à l'économie de se rétablir progressivement, ce dont témoignent le retour de la croissance du PIB (+5,3% au T1 2024) et le ralentissement de l'inflation (+0,9% en g.a. en mai). A l'exception de l'objectif indicatif en matière de dépenses sociales, tous les objectifs quantitatifs ont été atteints par le gouvernement. Cependant, malgré ces évolutions d'ensemble, l'économie reste fragile. Plusieurs risques persistent, notamment en lien avec les élections présidentielles prévues à l'automne, ainsi que les difficultés à engager la réforme des SOEs et de différentes taxes. C'est pourquoi le FMI souligne la nécessité pour le pays de maintenir ses efforts budgétaires et monétaires pour garantir une stabilisation pérenne.

Mise en œuvre difficile des projets de coopération avec l'Inde

En juillet 2023, le Premier ministre Narendra Modi et le Président Ranil Wickremesinghe avaient annoncé leur volonté de renforcer la coopération entre l'Inde et Sri Lanka dans le domaine énergétique. Un an plus tard, la visite du ministre des Affaires étrangères indien à Colombo a été l'occasion de dresser le bilan de cette politique. L'Inde a entretemps multiplié les annonces de financement à destination de différentes infrastructures sri lankaises. Mais dans les faits, un certain nombre d'initiatives progressent peu : c'est le cas du projet d'interconnexion des réseaux électriques des deux pays, ou encore du projet de pipeline reliant le port de Trincomalee au continent. Le cas le plus emblématique est celui du développement de fermes éoliennes par le groupe Adani à Mannar et Pooneryn, dans le Nord-Ouest de l'île, pour une capacité de production totale de 484 MW. Ce dernier fait l'objet de vives critiques, d'une part à cause de son impact sur les écosystèmes locaux (oiseaux migrateurs notamment), et d'autre part en raison du prix élevé auquel sa production électrique sera revendue (8,26 USD cents par kilowatt). En ce sens, la visite de la délégation indienne avait pour but d'encourager la mise en œuvre de ces accords malgré les résistances qu'ils rencontrent.

Prêt de 150 M USD de la Banque mondiale dans le secteur de la santé

Le 25 juin, le Conseil des administrateurs de la Banque Mondiale a approuvé une enveloppe de 150 M USD destinée à améliorer le système de soins primaires de Sri Lanka. Ce projet (*Primary Healthcare System Enhancing Project*) succède à un précédent prêt concessionnel (*Primary Healthcare System Strengthening Project*), et poursuit les mêmes objectifs. Il s'agit de fournir aux structures de soins primaires de nouveaux équipements, de nouveaux produits pharmaceutiques ainsi que de nouveaux personnels soignants. L'objectif est ainsi de permettre une meilleure allocation des patients entre les différentes institutions médicales, l'inefficacité des structures de soins primaires (généralistes) ayant abouti à la congestion des structures de soins tertiaires (spécialisées). Dans un contexte où les maladies non-transmissibles (diabète, obésité, cancer) représentent 80% des décès, et où la population sri lankaise est celle qui vieillit le plus rapidement en Asie du Sud, la capacité des personnels soignants à diagnostiquer les maladies tôt (i.e. dès le stade des soins primaires) devient un enjeu croissant.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Positive	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr